



Des pains et des poissons, mais pas pour tous



En cette période de pré- rentrée, les discussions sur le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2026 vont bon train dans les ministères et sont relayées par la presse et les médias. Certains de ces « porte-voix » n'hésitent pas à nous faire comprendre dans leurs écrits et belles paroles, à nous pauvres citoyens en manque de clarté, la litanie de la soumission au grand capital. Une litanie qui commence par : « l'argent magique ça n'existe pas ! », « il faut se serrer la ceinture ! », « on ne peut pas vivre à crédit ! », « pensez aux centaines de milliards de déficit dans les caisses de l'État ou à ceux de la caisse de la Sécurité Sociale, une honte ! ».

Et pourtant de l'argent il y en a...

Lorsque les apôtres relatèrent la parabole miraculeuse où Jésus distribue à la foule affamée des

pains et des poissons multipliés par ses soins, ils ne se doutaient pas que cet épisode inspirerait notre président Macron dans la redistribution des mannes de l'État aux entreprises, surtout aux grandes (les autres, un peu moins protégés par un État dispendieux pour la classe des riches, subissant également des restrictions voire des fermetures, notamment en Alsace). En effet, voici plus de vingt ans que les aides aux entreprises rognent sur les rentrées d'impôt pour l'État français. Si certaines de ces aides sont justifiées d'un point de vue économique ou social, d'autres ont déjà défrayées la chronique les années passées par leur manque de discernement dans leur



attribution (cf le mal nommé « Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi » – CICE). La fameuse politique de l'offre dont l'application devait attirer des entreprises dans l'hexagone et créer des emplois a du plomb dans l'aile mais qu'importe, continuons cette politique de protectorat de classe.

Les aides publiques aux entreprises en France représentent désormais (chiffres de 2023) 7,2 % du Produit Intérieur Brut (PIB), soit 203,2 milliards (contre 3 % en 1979 et 11,6 milliards d'équivalent euros). La Cigogne n'est pas contre le principe de redistribution, loin de là, mais pas sur des critères fallacieux de « compétitivité dans un monde globalisé et en forte concurrence » vers des entreprises (et des individus) qui n'en ont pas vraiment besoin et sans contrepartie ni conditions.

Alors il est difficile de croire en cette litanie de « se serrer la ceinture » pour justifier des choix

budgétaires idéologiques. Les « valeureux agents de la DGFIP » (discours régulièrement tenu mais qui n'engage pas à grand-chose) subissent déjà les restrictions qui impactent leurs conditions de travail depuis une quinzaine d'années (gel du point d'indice, suppression d'emplois, restructurations...). C'est ainsi que tout récemment, notre directeur local, les doigts sur la couture de son pantalon, après avoir félicité trois jours plus tôt le Pôle de Contrôle des Entreprises (PCE) de Strasbourg pour ses excellents résultats, valide la suppression du service pour 2026 (suppression décidée en haut lieu à Bercy par une note nationale, responsabilité partagée ?).

Pour la CGT, d'autres choix que la destruction du service public sont possibles, des choix qui vont dans le sens des agents et du service public, et non vers l'enrichissement d'une classe de nantis et de profiteurs qui n'en a guère besoin, sauf pour s'enrichir, encore et plus.

Ils ont observé à l'intérieur et en sont sortis vivants,

la Cigogne est allée, pour vous, recueillir la parole de ces aventuriers modernes

On raconte que le pourcentage de personnes inquiètes, désabusées et fatiguées est assez élevé... Est-ce vrai ?

Il ne faut pas croire tout ce que l'on raconte ! Ces pourcentages ont baissé de plusieurs points par rapport à 2023 ! Et on a 2 % d'enthousiastes en plus ! 2 %, vous vous en rendez compte ? Si ça ce n'est pas signe que la vie est belle à la DGFIP !

2 % d'enthousiastes en plus et 2 % d'heureux en moins, cela s'équilibre...

L'équilibre est le socle du bien-être au travail, nos experts sont formels.

Les participants ont-ils explicités leurs réponses ? Des actions sont-elles envisagées ?

Pour les quelques personnes (36 %, une broutille), qui évoquent la surcharge de travail, nous allons proposer une formation sur la gestion des tâches et des priorités.

Concernant comment les évolutions au sein de

l'administration sont perçues... ?

Positivement ! En tout cas il y a moins de personnes que l'an dernier qui les perçoivent négativement, et ça c'est déjà très bien !

Ça fait quand même encore près de 2/3 des agents qui ont répondu...

Mais moins que dans les autres administrations ! La DGFIP a encore tout bon.

Comme vous aimez parler des évolutions d'une année sur l'autre, je me permets de remarquer que 32 % des agents sont prêts à participer à des actions revendicatives, contre 25 % en 2024, comment expliquez-vous cela ?

Ah ? Oui. Nous pourrions en profiter pour organiser une visite de la direction si les agents souhaitent participer à des manifestations.

Nous remarquons que plus de la moitié des agents interrogés voit sa motivation diminuer, presque 2/3 sont pessimistes sur leur avenir...

Mais plus de la moitié sont satisfaits de travailler chez nous ! Faudrait savoir ce qu'ils veulent.

Pour les réformes en cours, il semble que les agents ne se sentent pas beaucoup consultés. Être acteurs des changements au sein de la direction ?

Voyons, il faut être réaliste. Mais promis, nous vous tenons informés. D'ailleurs, les agents sont satisfaits de nos actions écologiques, c'est bien la preuve qu'on peut nous faire confiance.

Pour la rémunération et les possibilités

d'avancement, on voit aussi que les résultats sont très bas...

Mais pour l'ambiance au travail ils sont hauts, alors pourquoi en vouloir toujours plus, je vous le demande ?

Sur cette conclusion d'une grande philosophie, nous vous remercions d'avoir répondu à nos questions. Les lecteurs qui souhaitent consulter par eux-mêmes le rapport de l'observatoire interne le trouveront sur notre Ulysse local.

Dialogue social, rien n'a changé !

Il est toujours agréable et constructif pour l'équipe de rédaction de la Cigogne d'avoir des remontées de la part de ses lecteurs, qu'elles soient positives ou négatives, à propos des sujets traités dans ses parutions et leur contenu. Il y a notamment un sujet récurrent qui suscite des réactions régulières de la part des collègues récipiendaires du volatile, celui du management à la DGFIP.

Apparemment les choses n'évoluent pas des masses, et surtout pas dans le bon sens depuis l'instauration du management aux Finances fin du XXe siècle. Un petit retour en arrière s'impose. Jusque dans les années 1990, les chefs de service appelés à l'époque, Receveur Principal, Chef de Brigade, Percepteur, Trésorier Principal, ou encore Chef de Centre, étaient des techniciens, nommés pour leurs compétences, qui avaient entre autres, le souci du bien être de leurs agents et surtout du bon fonctionnement de leurs services. Ces services formaient souvent une petite famille repliée sur elle-même, et les agents pouvaient compter sur la compétence de leurs chefs, et leur intervention dans le cas de dossiers complexes.

Mais avec l'avènement du management à l'américaine au début des années 1990, la direction n'attendait plus que les chefs de service soient des techniciens et des êtres humains, mais plutôt des garde-chiourmes aptes à « manager » plus et mieux les agents, ceci par le biais du bâton et la menace de la notation, méthode utilisée abusivement pour certains, mais surtout, ils devaient être des

serviteurs obéissant sans broncher aux ordres de la Centrale, même en dépit du bon sens.

Cette façon de traiter les agents qui perdure à présent depuis plus de trente ans, est souvent la cause de mal être au travail, de burn-out, voire de suicides, dont l'administration fait fi, alors qu'elle devrait en être soucieuse, responsable et comptable. Il y a bien sûr les fiches de signalement complétées timidement par les agents en mauvaise posture, et qui sont souvent superbement minimisées ou carrément snobées par la hiérarchie, malgré les interventions unanimes des organisations syndicales. Des recours au Tribunal administratif sont également intentés et suivis soit par le syndicat, et parfois par les agents eux-mêmes, avec succès parfois, mais souvent conclus par des rejets, la mauvaise foi des mis en cause étant sans limites.

La CGT rappelle régulièrement aux agents l'importance de faire remonter ces excès de la hiérarchie et de servir ces fiches de signalement, mais de trop nombreux abus de pouvoir restent impunis, ignorés voire banalisés. Depuis tout ce temps, rien n'a changé à ce niveau, et c'est une honte !

Au moment où l'on parle du droit des femmes, de respect, d'égalité, il reste décidément beaucoup à faire, ne lâchons rien ! Il s'agit en l'espèce d'un combat de toujours, et de longue haleine, personne n'est à l'abri, et la période nous montre bien que rien n'est jamais acquis !

Machaon, Paon du jour, Sylvain ou Belle-Dame...

Quand j'usais encore mes fonds de pantalon sur les bancs de l'école primaire ou du collège, mes mercredis et samedis étaient, la plupart du temps, consacrés aux sorties dans la nature. Vivre à la campagne y aidait fortement. Durant les beaux jours, avec les potes, l'une de nos activités préférées (à part celle de construire des cabanes dans les arbres) était la chasse aux papillons. Certes, certains spécimens finissaient endormis pour toujours à coup d'éther et « cloués » sur une planchette, un tableau en liège... mais les captures du même modèle étaient en général relâchées. Purée, quand on y pense, ce qu'on a pu faire comme kilomètres avec nos filets lorsqu'on croisait un spécimen particulier, qu'on avait pas encore et qui nous semblait beau.

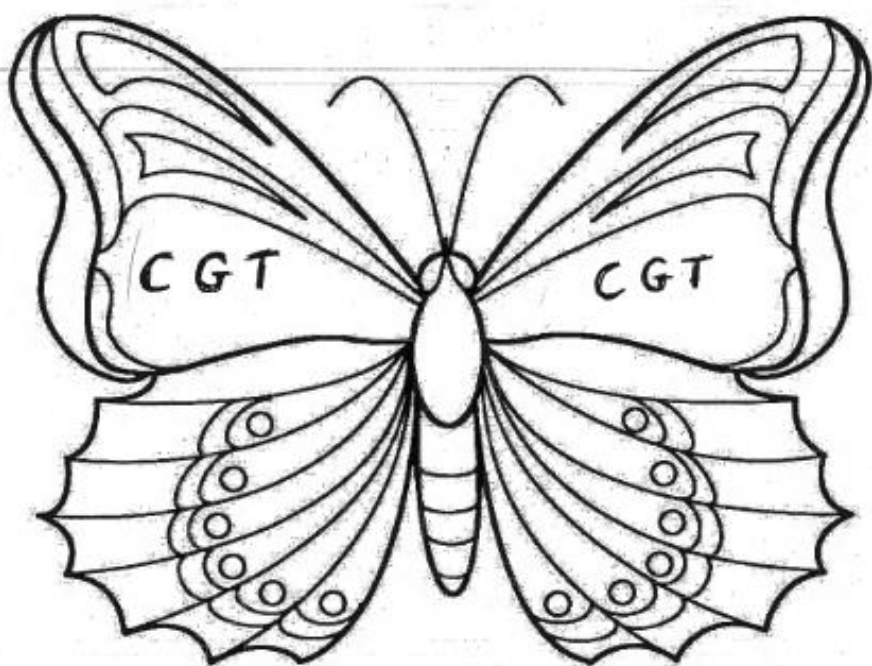
Et de nos jours ?

Soit les chasseurs en culottes courtes ont été particulièrement efficaces, soit les changements climatiques et les activités phytosanitaires du lobbying agricole ont eu raison de la majorité des espèces. Pouvoir observer, dans la nature ou nos jardins, un Machaon ou un Paon du jour relève aujourd'hui de l'exploit.

Si vous en avez l'occasion, plantez un Buddleia (arbre à papillons) dans votre jardin, les lépidoptères viendront plus volontiers.

Mais, par pitié, au lieu de sortir votre filet pour commencer la collection du fiston, sortez votre appareil photo et recherchez dans votre grenier votre propre collection d'enfant pour la lui transmettre.

Par contre, La Cigogne vous encourage fortement à éradiquer les moustiques, que cet idiot de Noé n'aurait jamais dû faire monter à bord de son arche.



JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom : Prénom :

Grade : Indice :

Adresse administrative :

Bulletin à retourner au syndicat
par l'intermédiaire du correspondant
ou au secrétaire :

Gilles STREICHER

PCRP Strasbourg

10 RUE SIMONIS, 67100 STRASBOURG

Tél : 03 90 41 20 07 ou (0049) 176 7666 49 43

